C'est pour moi un honneur et un plaisir très grand que de prendre part à cette cérémonie d'inauguration de la Troisième session de la Commission économique et sociale des Nations Unies, étant donné que le Conseil a confié aux Commissions économiques régionales des activités qui en ont fait les plus importants de ses organismes subsidiaires, et que les tâches particulières à cette Commission sont de celles que mon pays a encouragées avec un plus grand enthousiasme au sein de l'Organisation mondiale.

Lorsque le Conseil a décidé que les différentes sessions de la Commission auraient lieu à tour de rôle dans les divers pays qui en font partie, il a eu l'intention, sans doute, de susciter dans ces pays le plus grand intérêt possible pour le travail de la Commission, et d'assurer ainsi l'indispensable appui des peuples et de leurs gouvernements. Mais le Conseil a aussi considéré très attentivement le besoin d'une prise de contact de la Commission avec les différents milieux et problèmes de la région, en utilisant ainsi l'expérience particulière à chaque pays. Quant à ces

*Ce document a été reproduit à New York d'après l'original publié à Montevideo...
derniers buts, il est certes heureux pour la Commission, que sa Troisième Session lui permette de connaître de plus près la démocratie très pure de l'Uruguay, ce qui lui donne l'occasion d'apprécier tout le progrès social et économique auquel peut atteindre un pays du continent, grâce à un ordre institutionnel et juridique exemplaire, à un climat spirituel et culturel enviable, et à une conception de la vie sociale qui repose sur les droits fondamentaux de l'individu et sur la dignité humaine.

La Collaboration internationale pour résoudre les problèmes concernant la stabilité économique dans tous les pays et ceux ayant trait au développement économique des régions arriérées, a pris ces dernières années un essor considérable. De nombreux facteurs l'ont rendue impérieuse, et dans les années futures, imposeront de nouvelles formes de coopération économique. L'accord est général sur ce point, que la prospérité et la tranquillité sociale de tous les pays, la conservation de la paix mondiale et l'existence même de la civilisation dépendent du succès de cette entreprise. La conscience d'une responsabilité collective vis à vis de ces problèmes économiques et sociaux, de la juste et pressante aspiration de millions d'êtres humains à une vie honorable et digne, ont déterminé la décision générale d'assumer cette responsabilité, provoquant ainsi des mesures internationales de coopération.

Ces cinq dernières années, nous avons vu des exemples,
le collaboration économique, dont on n'aurait jamais imagi-

nent la possibilité; ils signalent dans l'esprit des diri-
gants de la plupart des pays une évolution qui, n'en dou-
tons pas, ne fera que s'accrétuer par la suite.

Les Nations Unies, qui d'après la Charte de San Fran-
cisco, sont appelées à orienter, diriger et encourager la col-
laboration internationale sur le terrain économique et social,
on ont joué un rôle prépondérant dans les progrès déjà conquis,
malgré les facteurs d'ordre politique qui en ont sérieusement
entravé l'action. C'est un devoir de proclamer ce fait, dans
cette réunion et en toute autre occasion pertinente, car la
connaissance et la diffusion de cette indiscutable vérité
ne pourra que renforcer la confiance des peuples en cette Or-
ganisation et consolider ainsi l'appui qu'ils lui accordent.

A l'appui de mon assertion, il suffirait de mentionner
l'un des aspects de la tâche économique de l'Organisation:
le rôle économique des pays sous-développés et des zones
arriérées, tâche qui a déjà eu et aura encore de favorables
consequences pour les pays de notre continent.

Dès le premier moment, les Nations Unies ont compris
que les mesures propres à encourager ce développement économi-
que étaient à la base de toute action constructive dans le do-
maine de ses activités. En effet, plus des deux tiers de l'humanité
peuplent ces régions et le niveau de vie de ces populations
très bas, misérable même, est la conséquence de ce retard
economique. Les Nations Unies ont aussi compris.
que, dans un monde interdépendant comme le nôtre, il ne saurait y avoir de solution aux problèmes de la stabilité économique que des pays industriels, si l'on ne renforçait l'activité économique de ceux insuffisamment développés.

Pour cette raison, les Nations Unies ont élevé le problème du retard économique de ces pays au niveau des grands problèmes internationaux, et ont sans doute éveillé à ce sujet l'intérêt des hommes d'État du monde entier. L'Assemblée Générale et le Conseil Economique et Social constituent d'incomparables tribunes pour unir l'opinion de la plupart des pays, sur le besoin d'une action concertée, qui puisse apporter une solution à un problème si pressant.

C'est donc aux Nations Unies que nous sommes redevables de l'uniformité actuelle de l'opinion, quant au besoin d'entreprendre, sur une échelle internationale, des mesures tendant à remédier à cette situation; et l'attitude déjà assumée par certains grands pays, la part qui revient à l'inspiration des Nations Unies, est considérable. Je crois sincèrement que la présentation et l'examen du problème aux Nations Unies, ont eu une grande influence sur la rédaction du Quatrième Point, désormais historique, du président Truman.

Les Nations Unies ont également été le "forum" où le problème du développement économique, dans ses différents aspects, a été théoriquement discuté. De ce débat, aussi bien les pays économiquement arriérés que ceux dont l'économie est en plein essor, ont tiré un profit égal. Bien des/
es prits impatient ou rêveurs ont pris conscience de la réalité, grâce à cette discussion, qui a eu aussi le privilège de détruire de nombreux préjugés ou de faux axiomes économiques.

Les raisons d'intérêt commun qui rendent nécessaire la collaboration de tous au développement d'une région y ont été mises en évidence, ainsi que la nécessité de procéder au développement économique de façon synchronique et harmonieuse, afin d'empêcher que des efforts isolés ne s'égarent en des chemins nuisibles au bien général de la communauté internationale.

Les Nations Unies ne se sont pas contentées d'analyser les problèmes du développement économique ou de formuler de simples recommandations. Elles ont pris part à l'exécution de certaines mesures concrètes, qui tendent à résoudre ces problèmes.

En 1948, l'Assemblée générale a approuvé l'importante résolution 200, en vertu de laquelle ont été créés les services de l'United Nations Technical Assistance pour le développement économique. Après un peu plus d'une année d'existence, ce service a été doté d'un budget d'un million de dollars. Le programme qui en est issu a rapporté de grands bienfaits aux pays latino-américains. En 1948, une mission a été envoyée à Haïti; elle était composée de techniciens du Secrétariat Général et des organismes spécialisés; ils firent une étude économique complète du pays, et sont en train d'en faire une autre sur l'utilisation /des sols
des sols et des pêcheries. On a envoyé des missions en Equateur pour dresser des plans de modernisation administrative, finances publiques, douanes, recensement, etc.; d'autres ont été envoyées au Chili, où des économistes de grande renommée internationale ont étudié les problèmes du financement des plans de développement en accord avec la politique économique et commerciale nécessaire pour faciliter et assurer en même temps la stabilité économique des pays. Treize experts appartenant à cinq pays, ayant à leur tête le Vice-Ministre du Développement du Canada, examineront en Bolivie les problèmes d'administration fiscale, finances publiques, impôts, transports et communications, emploi d'énergie électrique, analyse du sol, irrigation, cultures tropicales, éducation publique, législation du travail, etc. Il s'agit d'une des missions internationales les plus complètes et les plus compétentes qui aient jamais rempli les fonctions de conseiller auprès d'un gouvernement.

D'autres pays de l'Amérique latine ont reçu des missions plus réduites et les Nations Unies ont octroyé en 1949 et 1950 quelques cent bourses d'étude ou d'apprentissage à l'étranger dans le domaine du développement économique et dont les bénéficiaires ont été des citoyens de pays de l'Amérique latine.

En exécution du point quatre du programme du Président Truman, les Nations Unies ont formulé, en outre, un plan élargi d'assistance technique, qui sera appliqué par le Secrétaire général de l'Organisation et par quelques institutions spécialisées, à savoir: la OAA, l'UNESCO, l'OIT, l'OMS et l'ICAO. Ce plan /concerne l'économic
concerne l'économie en général, la santé publique, l'éducation, la science, la culture, le travail, etc. Ses auteurs ont tenu compte du fait qu'il est nécessaire d'affronter, dans un esprit de coopération et de concentration, les divers problèmes du développement économique; sa portée exacte sera déterminée dans quelques jours, lorsque les 73 pays convoqués à la Conférence de l'assistance technique détermineront le montant de leur contribution. Je suis certain que le fonds général se montera, dès la première année, à plus de vingt millions de dollars.

Actuellement, et depuis un an environ, le Conseil économique et social étudie les recommandations relatives aux mesures nationales et internationales en vue de financer le développement économique des régions arriérées. Il est hors de doute que le Conseil formulera les recommandations citées plus haut au cours de sa prochaine session, en juillet, à Genève.

La tâche de mettre en œuvre, en Amérique latine, tout ce vaste programme élaboré par les Nations Unies et en particulier par le Conseil économique et social, revient à la CEPAL considérée comme partie intégrante du mécanisme technique efficace et complet dont dispose l'Organisation.

La responsabilité de la CEPAL est très grande car un défaut dans un seul rouage de ce mécanisme empêchera l'ensemble de fonctionner.

La CEPAL n'a pas été créée pour concurrencer l'un quelconque des organes du système régional interaméricain, ni pour usurper les fonctions que ces organes, ou tous autres, ont assumées. La CEPAL a été établie en premier lieu pour collaborer à la grande
œuvre de coopération économique mondiale que les Nations Unies doivent entreprendre aux termes de la Charte; en deuxième lieu, pour étudier les problèmes qui se posent à nos pays et proposer des solutions, en liaison et en collaboration avec d'autres régions; en troisième lieu, pour collaborer à un développement économique de l'Amérique latino synchronisé et harmonisé avec celui d'autres régions, sans jamais perdre de vue le maintien de la stabilité économique du monde; en quatrième lieu, pour que le Conseil économique et social, grâce aux renseignements fournis par la CEPAL et aux recommandations qu'elle lui adresse puisse tenir pleinement compte des intérêts de la région et lui donner des directives d'ordre général; en cinquième lieu, enfin, pour prendre part à la mise en œuvre des mesures intéressant en même temps l'Amérique latino et les autres continents.

La CEPAL a dû consacrer ainsi presque deux années à élaborer la partie substantielle de l'inventaire économique de l'Amérique latine, ce qu'on n'avait encore jamais fait auparavant. Elle a accompli une tâche qui était, dans une certaine mesure, en marge des fonctions spécifiques découlant du mandat que je viens de rappeler. Il était, cependant, indispensable d'accomplir cette tâche parce que, sans une connaissance approximative de la situation envisagée dans un esprit impartial et en vue du développement de toute la région, il était impossible d'entreprendre une action concrète.

Je suis convaincu que les membres de la Commission jugeront possible d'entrer dans le domaine des réalisations. Pour ce faire, ils peuvent s'appuyer sur la magnifique base de travail que...
constituent les études préparées par le Secrétaire général. À mon avis, elles sont parmi les meilleures, du point de vue de la qualité, de celles que j'ai vues aux Nations Unies ou dans d'autres organes internationaux. Je suis sûr, en outre, qu'ils pourront compter sur les organes supérieurs des Nations Unies pour appuyer toute mesure raisonnable. Cet appui leur a été décerné sans réserves par le Conseil et l'Assemblée générale; ces deux organes ont approuvé leurs résolutions, approuvé les crédits nécessaires pour les mettre en œuvre et ont exprimé enfin leur haute satisfaction de la manière dont ils accompliront leur mission.

Les pays latino-américains ont dans la CEPAL un magnifique instrument de progrès économique, qui existe et demeure comme l'expression d'une conviction de solidarité de tous les pays qui forment les Nations Unies. Je suis convaincu que le développement économique de l'Amérique latine et son véritable progrès social ne pourront avoir lieu d'une manière effective que si l'on aborde ses problèmes dans un esprit régional et en tenant toujours compte des intérêts de l'économie mondiale.

Le succès définitif de cet organisme, ainsi que celui de tous ceux qui sont à la base de la collaboration internationale, dépend, en définitive, des pays qui le composent. C'est un devoir des gouvernements envers leurs propres peuples et envers le reste du monde que de tirer parti de cet instrument de travail de façon à ce qu'il fournisse le maximum d'utilité. La Commission obtiendra des résultats intéressants pour l'avenir des peuples et du continent, à la seule condition que les gouvernements entreprennent une action positive visant à leur coopération dans l'élaboration des

/des mesures
des mesures que la CEPAL propose ou exécute.

Seul un appui sans réserves dans l'exécution de ses recommandations permettre à cet organe de coopération internationale d'accomplir la tâche qui lui a été confiée par la volonté des peuples de l'Amérique latine.